

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Budget 2019 : SUD éducation dénonce une orientation libérale et réactionnaire au détriment du service public d'éducation

SUD éducation a pris connaissance des premiers projets du gouvernement en matière de création et de suppression de postes dans les différents départements ministériels dans le projet de budget.

Ce projet est éloquent : alors que l'Intérieur et les armées bénéficieront de hausses conséquentes d'effectifs, l'Éducation nationale perdra environ 2 000 postes. Les autres services publics comme la santé, la culture et le travail sont également concernés par des suppressions de postes.

Une telle orientation se traduit dès cette rentrée par le licenciement massif d'assistant-e-s aux élèves en situation de handicap et d'enseignant-e-s contractuel-le-s.

Depuis 10 ans, près de 100 000 élèves de plus sont scolarisé-e-s dans le secteur privé. La subvention accordée aux établissements privés, majoritairement confessionnels, s'élève à plus de 7,6 milliards d'euros. Avec la loi Blanquer qui impose le financement des écoles élémentaires, cette subvention augmentera de plus de 100 millions d'euros.

SUD éducation dénonce le scandale du financement du privé au détriment d'un service public d'éducation.

SUD éducation revendique et appelle les personnels à défendre un service public d'éducation de qualité, laïque, gratuit, ouvert à toutes et tous et émancipateur, à l'opposé des orientations libérales et réactionnaires de ce gouvernement.